

02 JAN. 2018

DREAL Hauts de France
S.M.I.

→ P170 JUTD
JAD
V. CFI
DREAL PICARDIE
22 DEC. 2017

DREAL Hauts de France
Monsieur le directeur adjoint
M. Jean-Marie DEMAGNY
Service Mobilité Infrastructures
Concertation RN25
56 rue Jules Barni
80040 AMIENS CEDEX 1

Amiens, le 19 décembre 2017

**Chambre d'agriculture
de la Somme**

19 bis rue Alexandre Dumas
80096 Amiens Cedex 3
Tél. : 03 22 33 69 00
Fax : 03 22 33 69 29

Bureau d'Abbeville

88 Bd de la République
80100 Abbeville
Tél. : 03 22 20 67 30
Fax : 03 22 20 67 39

Bureau d'Estrées-Mons

Station de l'Inra
2 domaine Brunehaut
80200 Estrées-Mons
Tél. : 03 22 85 32 10
Fax : 03 22 85 32 19

Bureau de Villers-Bocage

44 rue du Château d'Eau
BP 70018
80260 Villers-Bocage
Tél. : 03 22 93 51 20
Fax : 03 22 93 51 28

N/Réf. : YD/MB – N°171215LTDR

Objet : Aménagement de l'échangeur Nord d'Amiens entre la RN25 et la RN1
Concertation publique
Participation de la Chambre d'agriculture de la Somme

Monsieur le Directeur Adjoint,

En application de l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme et de l'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016, la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) des Hauts de France, en tant que représentant de l'Etat et du Ministère de la Transition écologique et solidaire et maître d'œuvre du projet, soumet le projet d'aménagement de l'échangeur Nord d'Amiens entre la RN25 et la RN1 à une concertation publique sous l'égide d'un garant. L'examen du dossier de concertation, mis à disposition sur le site internet de la DREAL des Hauts de France, me permet de vous exprimer les observations, préoccupations et demandes de la profession agricole.

Sur la concertation

La concertation publique est en cours et se déroule du 20 novembre au 22 décembre 2017.

Les activités agricoles jouent un rôle économique majeur en Hauts de France et particulièrement dans la Somme. Compte-tenu de la forte empreinte agricole de notre département, les enjeux agricoles liés aux grands travaux d'aménagement du territoire apparaissent rapidement évidents et la prise en compte de ce contexte agricole par l'ensemble des maîtres d'ouvrages dès les premières étapes de la conception du projet, est une priorité pour la profession agricole.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public

loi du 31/01/1924

Siret 188 002 513 000 11

APE 911A

accueil@somme.chambagri.fr

www.somme.chambagri.fr

**Chambre d'agriculture
de la Somme**
19 bis rue Alexandre Dumas
80096 Amiens Cedex 3
Tél. : 03 22 33 69 00
Fax : 03 22 33 69 29

Bureau d'Abbeville
88 Bd de la République
80100 Abbeville
Tél. : 03 22 20 67 30
Fax : 03 22 20 67 39

Bureau d'Estrées-Mons
Station de l'Inra
2 domaine Brunehaut
80200 Estrées-Mons
Tél. : 03 22 85 32 10
Fax : 03 22 85 32 19

Bureau de Villers-Bocage
44 rue du Château d'Eau
BP 70018
80260 Villers-Bocage
Tél. : 03 22 93 51 20
Fax : 03 22 93 51 28



Dès le mois d'octobre 2016, la DREAL s'est rapprochée de la Chambre d'agriculture de la Somme pour l'informer du contexte et des objectifs du projet. Conformément à la charte de coopération des Organisations Professionnelles Agricoles signée en octobre 2002, la Chambre d'agriculture a associé la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA) et le Syndicat Départemental de la Propriété Privée Rurale (SDPPR) dès le premier entretien avec le bureau d'études 92.

Les Organisations Professionnelles Agricoles ont apprécié d'être informées, associées et consultées dès les études d'opportunités préalables à la réalisation du projet, bien avant l'engagement des premiers travaux.

Sur les enjeux agricoles

Lors de l'entretien d'octobre 2016, notre Chambre d'agriculture avait déjà porté une attention particulière aux impacts du projet, d'une part sur le foncier agricole et notre volonté de réduire au minimum les effets du projet pour les propriétaires et les exploitants agricoles, et d'autre part, sur la circulation des engins agricoles et l'exigence de garantir une transparence de l'ouvrage équivalente à celle d'aujourd'hui.

Sur le foncier agricole, le dossier de concertation précise, en page 38, que quelle que soit la variante étudiée, l'ensemble des aménagements se fera au sein du domaine public de l'Etat. Ce projet ne nécessitera pas d'acquisition foncière. De plus, toutes les configurations étudiées permettent de réduire les emprises de l'échangeur actuel. Le dossier de concertation ne mentionne aucune mise en valeur agricole des terrains d'emprise du projet. Notre consultation du Registre Parcellaire Graphique 2016 confirme l'absence d'exploitants agricoles au droit de ces terrains d'emprise. Il est également précisé que « *toutes les configurations étudiées permettent de réduire les emprises de l'échangeur actuel et auront un impact positif sur le sol.* » Dans ce contexte, la DREAL indique que les emprises libérées et les délaissés routiers pourront être soit reboisés, soit restitués au monde agricole.

Face au constat partagé de la croissance de la consommation des terres agricoles au bénéfice d'autres utilisations que sont les infrastructures, le logement, les zones d'activités et la Forêt, la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) du 24/03/2014 et la Loi pour l'Avenir de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt (LAAAF) du 13/10/2014 réaffirment la nécessité de préserver la ressource foncière agricole. La Chambre d'agriculture de la Somme demande à ce que les zones de dépôt et les terrains susceptibles d'être restitués soient réservés prioritairement à l'Agriculture.



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
SOMME

**Chambre d'agriculture
de la Somme**

19 bis rue Alexandre Dumas
80096 Amiens Cedex 3
Tél. : 03 22 33 69 00
Fax : 03 22 33 69 29

Bureau d'Abbeville

88 Bd de la République
80100 Abbeville
Tél. : 03 22 20 67 30
Fax : 03 22 20 67 39

Bureau d'Estrées-Mons

Station de l'Inra
2 domaine Brunehaut
80200 Estrées-Mons
Tél. : 03 22 85 32 10
Fax : 03 22 85 32 19

Bureau de Villers-Bocage

44 rue du Château d'Eau
BP 70018
80260 Villers-Bocage
Tél. : 03 22 93 51 20
Fax : 03 22 93 51 28



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public

loi du 31/01/1924

Siret 188 002 513 000 11

APE 911A

accueil@somme.chambagri.fr

www.somme.chambagri.fr

La requalification de l'échangeur Nord d'Amiens, en réduisant les emprises de l'échangeur actuel, est une occasion rare de démontrer qu'un nouveau projet d'aménagement peut avoir un impact positif sur le foncier agricole en permettant la restitution d'une partie des emprises libérées à l'agriculture.

Pour y parvenir, nous insistons sur la nécessité de définir, avec la profession agricole, dans le cadre de la phase de concertation et bien avant le début des travaux, un mode opératoire strict garantissant le retour à l'agriculture des zones de dépôt provisoires ou définitifs des matériaux excédentaires issus du chantier et des terrains restitués. La Chambre d'agriculture de la Somme dispose d'une expertise pédologique reconnue et éprouvée dans le cadre du suivi de différents chantiers d'enfouissement de canalisations de gaz ou d'électricité, de création de zones d'activités et actuellement dans l'anticipation de la constitution des zones de dépôts des matériaux excédentaires issus de la réalisation du Canal Seine-Nord Europe.

En effet la remise en état agricole des dépôts et des terrains restitués est susceptible de présenter un caractère aléatoire si des précautions préalables à leur constitution et des modes opératoires détaillés ne sont pas définis avant leur mise en œuvre. Je renouvelle, par la présente, la proposition formulée par Y. DECOSTER, responsable du service juridique et foncier de notre compagnie, lors de la réunion de concertation du 12 décembre 2017, d'associer la Chambre d'agriculture aux réflexions qui vont s'engager sur la constitution des zones de dépôts et la remise en état agricole des terrains libérés.

Sur la circulation des engins agricoles, et dans l'esprit de la charte visant à mieux prendre en compte les difficultés de circulation des engins agricoles dans l'agglomération amiénoise en cours d'élaboration entre Amiens Métropole et la Chambre d'agriculture, nous serons attentifs à ce que la transparence de l'échangeur actuel soit conservée et que la circulation des engins agricoles ne soit pas entravée entre Amiens et Poulainville pendant et après la réalisation des travaux. Nous souhaitons être associés à l'établissement du calendrier de circulation à fixer pendant les travaux pour anticiper d'éventuelles difficultés de circulation agricole (période de moisson notamment).

Sur la flore indésirable, nous tenons à préciser que la mise en stock de la terre végétale et des horizons de sol sous-jacents ainsi que la création de dépôts des matériaux excédentaires conduira au développement d'une flore indésirable, nuisible à l'activité agricole et risquant d'impacter significativement et durablement la productivité des parcelles alentours. Une méthodologie assurant l'entretien régulier des terres mises en dépôts pour éviter le développement et la propagation de cette végétation devra être définie avec la profession agricole. Le maître d'ouvrage veillera à sa mise en œuvre effective sur le terrain.

**Chambre d'agriculture
de la Somme**
19 bis rue Alexandre Dumas
80096 Amiens Cedex 3
Tél. : 03 22 33 69 00
Fax : 03 22 33 69 29

Bureau d'Abbeville
88 Bd de la République
80100 Abbeville
Tél. : 03 22 20 67 30
Fax : 03 22 20 67 39

Bureau d'Estrées-Mons
Station de l'Inra
2 domaine Brunehaut
80200 Estrées-Mons
Tél. : 03 22 85 32 10
Fax : 03 22 85 32 19

Bureau de Villers-Bocage
44 rue du Château d'Eau
BP 70018
80260 Villers-Bocage
Tél. : 03 22 93 51 20
Fax : 03 22 93 51 28

Enfin la présente consultation porte sur l'aménagement de l'échangeur entre la RN25 et la RN1 au Nord d'Amiens. Nous avons bien pris note que le Ministère en charge des infrastructures de transport du réseau national a inscrit deux autres opérations prioritaires au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, dans la Somme, à savoir :

- l'aménagement du carrefour du Vert Galant entre la RD117 et la RN25 entre Beauval et la Vicogne,
- l'aménagement d'un crèneau de dépassement au sud de Beauval dans le sens Nord/Sud.

Nous regrettons que notre compagnie n'ait pas été associée à la concertation relative à l'aménagement du carrefour du Vert Galant. Nous sommes évidemment particulièrement attachés à ce que la concertation préalable au projet d'aménagement d'un crèneau de dépassement au sud de Beauval soit réalisée dans les mêmes conditions que la présente consultation, d'autant plus que ce projet semble nécessiter un empiètement sur le domaine agricole.

En définitive, les principaux enjeux pour ce projet de requalification de l'échangeur Nord d'Amiens seront liés aux mouvements de terre qui devront tendre vers le meilleur équilibre des déblais/remblais et permettre de libérer un espace agricole réhabilité par rapport à l'emprise de l'échangeur existant. En réduisant les mouvements de terre à 39.000 m³ et en permettant la libération de plus de 5 ha de terrains par rapport à l'emprise de l'échangeur actuel, la variante 3, de type demi-trèfle orienté Est, nous paraît satisfaire aux principaux objectifs et enjeux exprimés par la profession agricole.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur adjoint, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président,



Daniel ROGUET